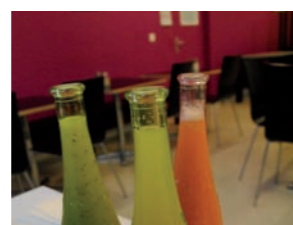




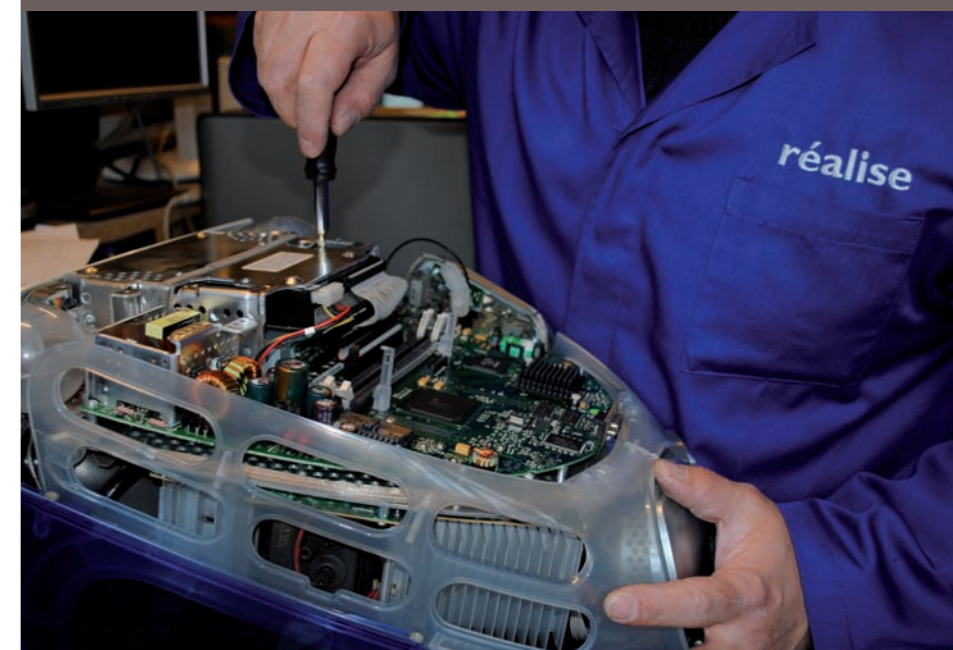
réalise
 Rue Viguet 8
 1227 Les Acacias
 Tél. 022 308 60 10 - Fax 022 308 60 11
 info@realise.ch - www.realise.ch



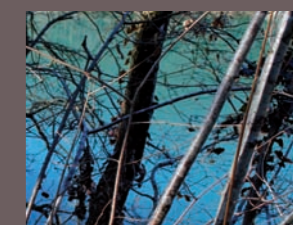
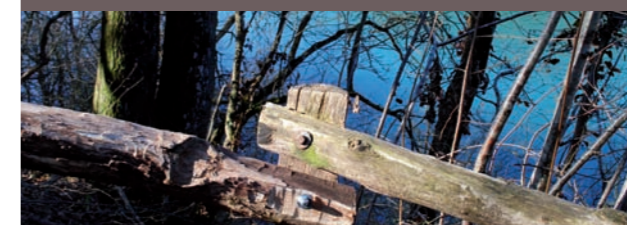
ESIE
 ENTREPRISES SOCIALES
 D'INSERTION PAR L'ECONOMIQUE



Avec le soutien de



Rapport d'activité 2010



réalise
 entreprise d'insertion ▶

Sommaire

	Editorial	2
	Rapport du comité	3
Les stages d'insertion	Statistiques	4
	Effets des stages d'insertion	7
	La formation	7
Eclairage	Raffaella Menella, 51 ans, institutrice	9
Eclairage	Franck Studer, 22 ans, jardinier	10
La gestion	Bilan financier	11
	Bilan institutionnel	15
	Perspectives	16
Eclairage	La politique salariale de Réalise	18
Remerciements		20

Pour faciliter la lecture, les termes sont rédigés au masculin (par exemple: les participants) mais désignent indifféremment des hommes ou des femmes.

Editorial

Au cours des derniers mois, l'Union Industrielle Genevoise (UIG) s'est rapprochée de Réalise en contribuant, notamment, à faire connaître sa mission d'insertion et de formation à ses membres.

L'UIG est positivement attentive au développement d'un nouvel atelier d'activités industrielles en complément des nombreuses activités d'insertion professionnelle déjà proposées par Réalise, et qui a débuté en 2010 avec la réorganisation du secteur de revalorisation de matériel électronique.

A l'instar de ce dernier secteur qui collabore déjà activement avec nos milieux professionnels industriels, il nous apparaît très intéressant d'envisager une nouvelle collaboration aussi active avec le fonctionnement d'un atelier plus orienté sur des processus industriels de base. Malgré la délocalisation d'un nombre croissant d'entre eux, pour des questions évidentes de compétitivités, de tels processus n'en demeurent pas moins nobles et indispensables pour l'acquisition du savoir-faire de base dans nos métiers.

La collaboration potentielle avec nos industries est donc envisageable aussi bien sur le plan d'une relation de sous-traitance pour des activités et processus industriels simples, que sur le plan du recrutement de nouveaux collaborateurs qui, à l'issue de leur stage à Réalise, seront (re)-qualifiés et désormais familiarisés avec des environnements et processus industriels bien réels.



Nous saluons la pertinence de la démarche de Réalise : le secteur industriel recherchera en effet toujours avec intérêt du personnel, en particulier s'il bénéficie déjà d'une expérience pratique des exigences et des processus de production. De par sa mission même, Réalise peut contribuer efficacement à identifier, orienter et accompagner des personnes sans emploi vers une piste de formation professionnelle. Le principe du stage d'insertion dans les ateliers de Réalise, en collaboration avec des entreprises locales actives permet en effet de rapprocher des chômeurs du marché de l'emploi, dès lors que les besoins sont clairement identifiés, parfaitement actualisés et en adéquation avec la demande. Notre responsabilité sociale d'employeurs ne peut trouver ici qu'une opportunité de plus de contribuer davantage et concrètement à la lutte contre le chômage pour des personnes nécessitant de nouvelles alternatives professionnelles. Réalise va également jouer un rôle particulièrement constructif en encourageant la qualification professionnelle, notamment via les processus de Validation d'acquis de l'expérience (VAE) que les milieux professionnels soutiennent fortement.

L'UIG accompagnera très volontiers ce développement industriel et participera autant que possible à la mise en contact d'affaires avec toutes entreprises qui pourraient être intéressées.

Nicolas Aune
Secrétaire Général de l'Union Industrielle Genevoise (UIG)

Rapport du comité

Le Comité de Réalise

Catherine Baud
Eric Maugué
Eric Kuhne
Robert Kuster
Alfiero Nicolini
Anne-Aude Pict
Pascal Rivollet
Wouter van der Lelij



Les membres du Comité de Réalise se sont réunis à neuf reprises durant l'année 2010. La direction a tenu le Comité au courant de sa gestion des ressources financières, ainsi que des activités en cours.

Les efforts pour rapprocher Réalise des milieux entrepreneuriaux se sont poursuivis. Réalise a notamment participé à la Place des Affaires en association avec l'Office de la promotion des industries.

Comme vous pourrez le constater à la lecture du présent rapport, Réalise poursuit sa réflexion sur sa mission et les moyens nécessaires au défi de l'insertion. Dans cet esprit, il a été décidé de mettre en place un nouvel atelier dans le domaine industriel. Un bail a pu être signé pour louer un espace supplémentaire dans les locaux contigus à l'association pour développer cette activité durant 2011.

Réalise a également renforcé sa collaboration avec les autres structures d'insertion, notamment avec nos collègues des Fondations Trajets et Pro sous la dénomination Entreprises sociales d'insertion par l'économique (ESIE). Dans un contexte concurrentiel, les responsables des activités de production ont redoublé d'énergie pour maintenir et diversifier les sources de mandats.

Grâce aux efforts déployés, l'exercice 2010 a pu ainsi se terminer avec un excédent. Pour répondre aux besoins liés à l'évolution de Réalise, le comité a renforcé la direction, en nommant Anne-Laure Aebi Directrice finances et gestion, et Jérôme Despont Directeur des prestations d'insertion.

Dans le même temps, nous avons eu le plaisir d'accueillir au sein de notre Comité Robert Kuster et Eric Kuhne qui mettent leurs compétences à la disposition de Réalise. Robert Kuster, consultant d'entreprise est un ancien cadre du Service de la Promotion Economique. Eric Kuhne est hôtelier, et ancien président de la Société des Hôteliers de Genève.

Wouter van der Lelij
Président

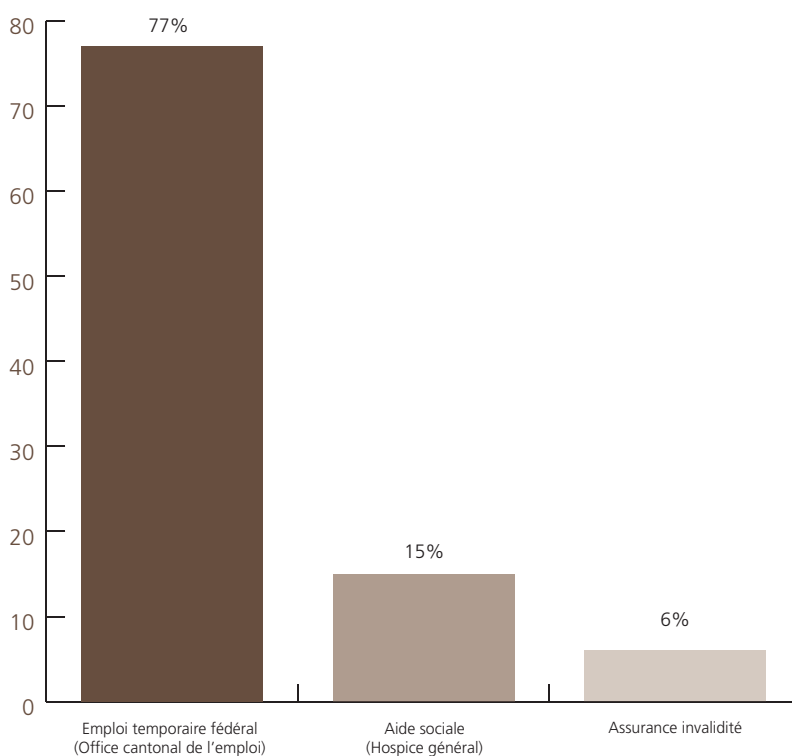
Les stages d'insertion

Statistiques

Effectifs annuels

En 2010, Réalise a accueilli 275 personnes en stage d'insertion pour une durée de trois à dix-huit mois.

En termes de places de stage, nous avons atteint les objectifs prévus dans les contrats de prestation négociés avec nos partenaires: Office cantonal de l'emploi (OCE), Office fédéral des assurances sociales (OFAS), Direction générale de l'assistance sociale (DGAS). Nous avons même pu offrir quelques places supplémentaires, destinée à des personnes bénéficiant d'indemnités chômage ou de l'aide sociale.



Réalise a accueilli la visite de conseillers

Visites de Réalise par nos partenaires

A la demande de l'Office cantonal de l'emploi, six visites destinées à une cinquantaine de conseillers en personnel ont été organisées au cours du deuxième semestre. Réalise a également accueilli un groupe d'assistants sociaux de l'Hospice général.

Ces rencontres ont permis de mieux préciser notre champ d'action et d'améliorer la collaboration sur le terrain avec nos partenaires.

Interruptions anticipées de stage

Les interruptions anticipées restent importantes, avec 32% des stages. Plus de la moitié s'expliquent par des problèmes de santé. Les personnes les plus touchées étaient restées sans emploi pendant une longue période.

Le retour à une activité professionnelle à travers le stage déclenche souvent le besoin d'une prise en charge médicale. 77% des stages interrompus avant terme ont débouché sur l'instauration ou le renforcement d'un suivi médical.

Taux de retour à l'emploi

En 2010, le taux de retour à l'emploi à l'issue du stage est de 33%, en forte croissance par rapport à 2009 où il était de 24%, une amélioration que l'on peut attribuer aux effets positifs de la reprise économique.

Il faut noter que 69% des retours sur le marché du travail concernent des personnes dont l'objectif de stage est de se former ou se réorienter dans un de nos domaines d'activité, alors qu'elles représentent moins de la moitié de nos effectifs. Par ailleurs, nous avons mis en place une enquête systématique par téléphone auprès des anciens stagiaires, trois mois après leur départ de Réalise, afin de connaître leur situation professionnelle, et notamment les informations suivantes:

- Reprise d'emploi et secteur d'activité
- Formation
- Evolution de la prise en charge médicale

En intégrant ces données, l'ensemble des retours à l'emploi observés dans un délai de trois mois s'élève à 40%.

Nous nous félicitons de ces résultats, ainsi que de la récolte de ces nouvelles données, qui nous permet de mieux évaluer les effets du stage d'insertion à Réalise. Au cours de l'année, la majorité des stagiaires se sont insérés dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration, des services à la personne, du nettoyage et de la logistique. Dans une moindre proportion, on relève des retours à l'emploi dans les métiers de la sécurité, du jardinage, ainsi que de l'industrie qui a connu un début de reprise en 2010.

Marchés de l'emploi principal et secondaire

74% des retours à l'emploi concernent le marché principal. Du côté du marché complémentaire, les chiffres d'insertion sont de 19%, contre 24% en 2009. La reprise économique a en effet permis l'engagement d'un plus grand nombre de stagiaires sur le marché principal.

Notons par ailleurs que, pour un public peu diplômé, soumis à une concurrence croissante sur le marché de l'emploi, les contrats à durée déterminée constituent une première étape vers un emploi stable, tout en offrant l'opportunité de se perfectionner ou de conserver des pratiques professionnelles.

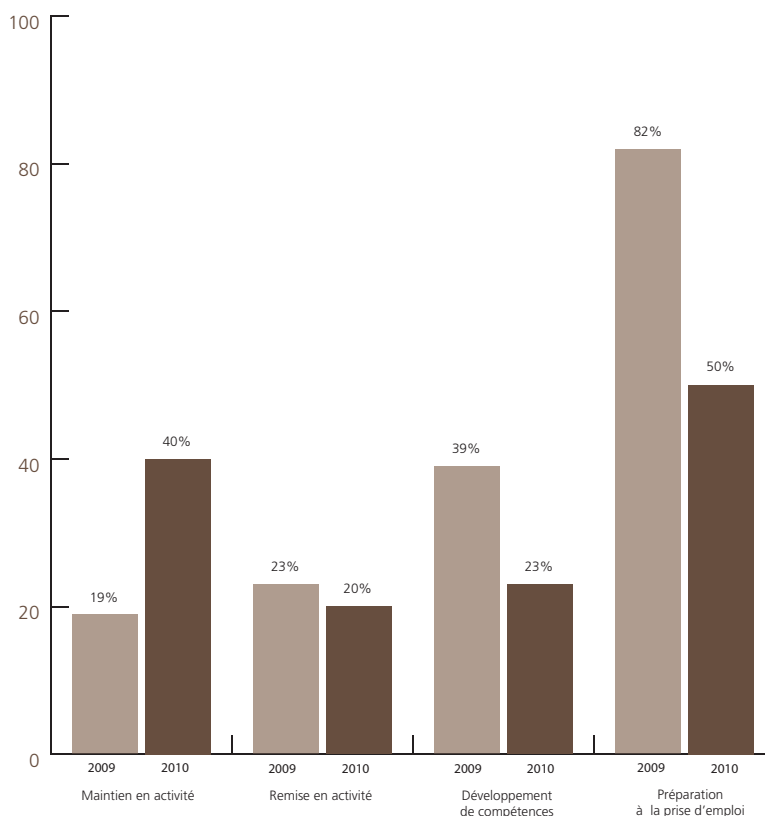


L'hôtellerie-restauration: un débouché pour les stagiaires

Les stages d'insertion

Retour à l'emploi par type de stage

Les retours à l'emploi varient sensiblement selon la nature du stage et des objectifs de retour à l'emploi associés. On note une amélioration significative dans les stages de remise en activité et de développement de compétences qui regroupent 80 à 90% des stagiaires. Ces résultats positifs reflètent à la fois la bonne situation économique genevoise et la capacité de formation de Réalise.



Poursuivre le processus d'insertion par une formation.

Poursuite du processus d'insertion

On parle de poursuite du processus d'insertion lorsque les stagiaires s'engagent dans une de ces voies, après leur passage par Réalise :

- Formations spécifiques, notamment liées à des métiers ou des cours de langues
- Autres mesures d'insertion: consolidation de compétences techniques par la pratique dans d'autres institutions
- Prise en charge de problématiques de santé

A la sortie du stage, 8% des personnes poursuivent leur processus d'insertion. Ce taux s'élève à 19% trois mois plus tard, au moment de l'enquête téléphonique.

Partenariat Entreprises

Partenariat Entreprises, l'interface de Réalise avec les employeurs, organise des stages en entreprise pour des personnes volontaires et aptes au travail, et propose des candidats pour des placements fixes ou temporaires. En 2010, 38 stages ont ainsi été organisés, en lien avec le projet professionnel de chaque bénéficiaire.

Les stages d'insertion



Les stages en entreprise sont préparés avec attention.



Se former à un métier.

Ces stages représentent une opportunité d'élargir le réseau professionnel et, parfois, d'obtenir un emploi. Il permet aussi d'évaluer les compétences acquises et celles à développer, grâce au bilan réalisé conjointement par le stagiaire, l'entreprise et Réalise. Dans 33% des cas, le stage débouche sur une proposition d'embauche. Par ailleurs, Partenariat Entreprises maintient le contact avec les anciens stagiaires et leur propose des offres d'engagement lorsqu'elles correspondent à leur profil et à leur projet professionnel.

Effets des stages d'insertion

Si les indicateurs de retour à l'emploi, faciles à mesurer, sont largement utilisés pour mesurer les effets des stages d'insertion, ils n'en représentent qu'une mesure très partielle.

Le public de Réalise, peu ou pas qualifié, accomplit en effet un parcours complexe, parfois très long, fonction des situations et trajectoires personnelles et des freins à lever, avant de retrouver un travail. Une situation que n'évalue pas le taux de retour à l'emploi. Viser un important taux de retour à l'emploi sans tenir compte des situations et des étapes à construire pour parvenir à une insertion durable, serait source d'échecs qui éloigneraient encore les personnes du marché de l'emploi.

On observe les meilleurs taux d'insertion auprès des stagiaires dont l'objectif est de se former à un métier au cours de leur passage à Réalise. Pour améliorer les possibilités de retour à l'emploi de l'ensemble des bénéficiaires de Réalise, nous avons entrepris un important travail d'identification des obstacles à lever pour accéder à un emploi. Il permettra de mettre en évidence les effets d'un stage d'insertion et la progression du stagiaire.

La formation

Formations techniques

Réalise a pour volonté, non seulement de développer des compétences techniques liées aux métiers, mais aussi de faciliter aux adultes l'accès aux formations certifiantes.

Depuis de nombreuses années, le développement des compétences techniques est assuré, tout au long du stage par les encadrants qui, outre leur CFC, ont aussi suivi, pour la plupart, une formation de formateur d'adultes.

Réalise a renforcé en 2010 l'accès des stagiaires à des formations certifiantes, assurées par des prestataires extérieurs. Le budget consacré à des projets améliorant leurs possibilités d'insertion (tels que permis de conduire ou de cariste, formation de nettoyeur qualifié) a été augmenté, pour un total de plus de CHF 17'000.- Dans le même temps, une collaboration plus étroite a été nouée avec certaines institutions de formation, comme Migros ou le Cefil. Par ailleurs, la qualité de notre offre de formation interne permet aux participants de faire l'expérience positive et stimulante d'un apprentissage structuré, et de se projeter plus facilement dans un projet de formation certifiant.



Le permis de cariste, un atout pour l'insertion.

L'année 2010 a été marquée par la participation de Réalise au projet pilote de Validation des acquis de l'expérience (VAE) pour l'obtention de l'Attestation fédérale professionnelle (AFP), mené par l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC) en collaboration étroite avec des Organisations du monde du travail (Ortra).

Les stages d'insertion

Le processus de validation des compétences dans le cadre d'une VAE peut être assuré uniquement par les experts nommés par les organisations professionnelles. Il permet d'obtenir un Certificat fédéral de capacité (CFC) ou une Attestation fédérale professionnelle (AFP).

Premier niveau de qualification professionnelle reconnu en Suisse, l'AFP couvre a minima les exigences de la première année du CFC et est destinée à se développer, puisqu'en 2014, toutes les filières professionnelles auront mis en place une AFP. L'AFP présente l'avantage d'être plus accessible que le CFC au public de Réalise, notamment parce que son dispositif de VAE prévoit d'être plus pragmatique que celui du CFC qui exige un niveau élevé de maîtrise de la langue française et de l'écriture.



La cuisine: un des premiers domaines du projet pilote.

Dans le cadre du projet pilote, quatre collaborateurs de Réalise ont ainsi obtenu le titre de tuteur à l'issue d'une formation spécifique organisée par l'OFPC. Ce titre autorise l'encadrant à suivre au sein de son atelier un candidat à l'AFP par validation des acquis de l'expérience, à attester ses compétences et à l'accompagner pour constituer le dossier lui permettant d'obtenir cette qualification. Par chance, les trois premières Ortra participant à ce projet pilote sont celles de la logistique, de la restauration et de la cuisine, trois des sept domaines d'activités de Réalise.

Notre participation à ce projet prometteur nous a permis de consolider notre partenariat avec l'OFPC, mais aussi de tisser des liens avec les Ortra, par le biais des experts aux examens (CFC et AFP), très actifs dans l'élaboration des référentiels métiers, et engagés en faveur de la qualification des adultes. Cela participe de façon très constructive à notre volonté de nous rapprocher des entreprises et des Ortra. A notre grande satisfaction, nous avons déjà accompagné deux stagiaires dans la première volée de candidats pour cette qualification professionnelle.

Formation de base

Le développement des compétences de base reste un des enjeux majeurs de la formation des adultes à Genève, notamment pour les publics peu qualifiés. En effet, pour obtenir une qualification professionnelle, il est indispensable de savoir lire, écrire, communiquer, s'orienter dans l'espace et le temps, calculer, et savoir utiliser un ordinateur ou un téléphone portable.

Notre offre interne de formation de base poursuit donc son évolution pour répondre aux besoins des personnes en stage d'insertion et favoriser leurs possibilités de retour sur le marché du travail.

Depuis deux ans, Réalise participe d'ailleurs au projet Interreg 4 qui a pour objectif de « faciliter l'accès et le maintien dans l'emploi de la population active grâce à la mise en place d'une offre de formation tout au long de la vie ». Il est question de créer un référentiel de compétences appliqué à la formation de base, et de construire le futur dispositif modulaire genevois en concertation avec l'OFPC, l'Office cantonal de l'emploi, l'Assurance invalidité, l'Hospice général et le Bureau d'intégration des étrangers.



La formation de base: un enjeu essentiel.

éclairage

Raffaella Menella, 51 ans, institutrice

Raffaella Menella est une femme enthousiaste qui déborde d'énergie. Difficile d'imaginer qu'il n'y a pas si longtemps, elle avait perdu le respect d'elle-même.

Institutrice en Italie, Raffaella suit son mari à Genève voilà cinq ans. Malgré la perte de ses repères et des difficultés à s'exprimer en français, elle obtient rapidement un emploi dans une société horlogère. Une expérience douloureuse: « Dans mon atelier, tous les autres employés parlaient portugais, et formaient un clan fermé. Aucune solidarité, aucune aide, j'ai du apprendre le travail toute seule. Comme je ne parlais pas français, et que certains mots, surtout techniques, m'échappaient, ils disaient, devant moi, que je ne comprenais rien, que je n'étais pas capable. Je me suis fermée. Je m'accrochais mais je ne disais rien à mon mari: il m'aurait conseillé de démissionner, ce que je ne voulais pas, car j'espérais toujours apprendre pour exercer un métier ».

Raffaella s'accroche pendant quatre ans, puis perd son emploi. Elle souhaite alors intégrer Mary Poppins pour travailler avec des enfants, mais, en dépit d'un cours de français de cinq mois, sa maîtrise de la langue reste insuffisante. Sa conseillère lui propose alors un stage à Réalise. Raffaella intègre l'atelier adressage et conditionnement et se redécouvre: « Quand je suis arrivée à Réalise, je me sentais nulle. J'avais perdu le respect de moi-même en étant au chômage. Ici, on m'a tout de suite fait comprendre que j'avais des capacités, que je pouvais apprendre. On m'a donné confiance. Au début, je n'osais pas parler français, mais je me sentais à l'aise, j'avais la possibilité d'apprendre. Je me suis intégrée petit à petit, dans la douceur et la sensibilité. Aujourd'hui, je me suis insérée dans le tissu social, je peux m'exprimer, dire mon point de vue, rire de mes propres fautes. Je me concentre sur ce que je suis capable de faire, et plus l'inverse ».

Après trois mois à Réalise, Raffaella entre enfin à Mary Poppins où elle suit la formation d'assistante maternelle, avec les meilleurs résultats de sa promotion. Heureuse et fière d'avoir réussi, elle se tourne désormais vers l'avenir: « Je suis contente car je ne pensais pas y arriver. Mon prochain objectif, c'est de travailler en crèche. S'il faut suivre une formation, je le ferai ! Je ne suis plus la personne d'avant Réalise »

Proposé par l'association Pro Juventute Genève, Mary Poppins est un service qui forme et engage des personnes en statut d'emploi de solidarité, afin de proposer aux familles une solution originale de garde à leur domicile.

Plus d'informations sur www.proju.ch



éclairage

Franck Studer, 22 ans, jardinier

Malgré dix-huit mois de chômage, Franck Studer reste serein. Depuis le début de son stage au service jardinage de Réalise, il a retrouvé habileté et aisance dans l'exercice de son métier, et attend la réponse d'un employeur potentiel dans les jours à venir. « J'ai bon espoir, dit-il souriant. Et puis, si ce n'est pas pour cette fois, il y a bien une entreprise qui a du travail pour moi ».

S'il a toujours eu confiance dans son avenir, son parcours n'a pas été facile. L'entreprise au sein de laquelle il était apprenti fait faillite avant l'obtention de son CFC. Il obtient ensuite un contrat à durée déterminée chez un autre horticulteur, mais se retrouve au chômage, sans avoir pu passer son dernier examen. Débutent alors près de dix-huit mois de recherches d'emploi infructueuses, d'abord parce qu'il n'est pas diplômé, puis parce que cela fait trop longtemps qu'il est sans activité...

« Depuis que je suis à Réalise, explique-t-il, j'ai plus d'opportunités: je travaille, j'inspire à nouveau confiance aux patrons. C'est un endroit idéal pour pratiquer. J'ai plus d'autonomie que lorsque j'étais apprenti, je peux donner mon avis, proposer des solutions, et bien sûr entretenir ma pratique du métier ».

Le stage, c'est aussi le chemin vers le diplôme puisqu'il manque à Franck un examen sur la nomenclature des végétaux pour obtenir le CFC : « Je l'ai passé seul, après un an de chômage, mais j'ai échoué, par manque de pratique. C'est vraiment quelque chose qu'on n'apprend pas dans les livres, il faut être en activité pour y parvenir. Maintenant, il ne me reste qu'une tentative, je n'ai plus le droit à l'erreur. Alors je travaille, je m'entraîne, jusqu'à ce que je sois prêt ».

Il poursuit, avec une pointe de regret: « En deux ans, j'ai vu ma conseillère du chômage seulement deux fois. Pendant tout ce temps, on ne m'a rien proposé. Elle m'a parlé du stage à Réalise seulement quand j'arrivais en fin de droits. C'est vraiment dommage parce qu'ici, il y a toutes les conditions pour pratiquer, ça peut vraiment aider. Ma situation se serait débloquée beaucoup plus tôt si j'avais pu travailler ici avant ».

Malgré tout, Franck s'estime privilégié: « J'ai un entourage qui me soutient beaucoup, c'est précieux. Je me rends compte que beaucoup de gens au chômage sont isolés: ils ont moins d'argent, alors ils sortent moins et sont de plus en plus seuls. Ici à Réalise, je vois bien que c'est le cas de certaines personnes. Le côté humain qu'on trouve dans le stage les aide beaucoup moralement ».

La confiance retrouvée a payé: après avoir refusé deux contrats à durée déterminée, Franck vient d'obtenir un poste fixe de jardinier dans une entreprise d'horticulture. Prudent, il attend l'an prochain pour passer son examen et valider, enfin, son CFC.



La gestion

Bilan financier

Résultat 2010

L'année 2010 se termine sur un résultat global positif de 328'927.– grâce à l'implication de l'ensemble des collaborateurs, la confiance de nos clients et de notre Comité. Une nouvelle fois, cela nous permet de diminuer le coût de nos prestations d'insertion pour l'Etat, par la répartition de ce bon résultat entre Réalise et ses différents mandants (Office cantonal de l'emploi, OFAS, DGAS).

La Fiduciaire Baumer S.A. a vérifié la comptabilité et les comptes annuels de Réalise pour l'exercice 2010. Elle atteste: "La comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi suisse, aux statuts, ainsi qu'à la LIAF de la République et Canton de Genève entrée en vigueur le 15 janvier 2008 et à l'Arrêté du Conseil d'Etat du 30 janvier 2008." Le rapport complet du réviseur, ainsi que les comptes détaillés et les annexes peuvent être consultés sur demande auprès de Réalise.

Les spécificités de la gestion financière et comptable d'une entreprise d'insertion par l'économique (ESIE)

Le Conseil d'Etat a affiché en 2008 sa volonté de favoriser un esprit entrepreneurial au sein des entités subventionnées, pour améliorer l'efficacité et la qualité des prestations fournies. Cela s'inscrit pleinement dans la vision des Entreprises Sociales d'Insertion (ESIE) qui ont démontré que le meilleur moyen d'insérer une personne en difficulté est de lui donner accès à un vrai travail. Par ailleurs, leurs activités économiques contribuent de manière importante à leur autofinancement, réduisant les coûts pour la collectivité.

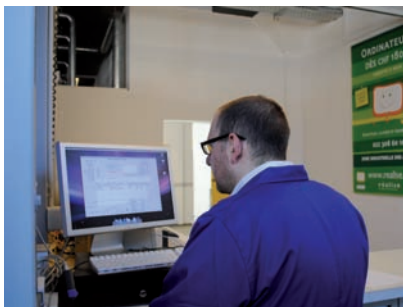
Depuis 2009, Réalise a ainsi négocié et mis en place avec ses différents mandants, des méthodes de contrôle financier favorisant l'esprit d'entreprise nécessaire à sa mission. Un audit indépendant, diligenté par le Service des mesures pour l'emploi (SMPE) de l'OCE. Cet audit confirme l'existence d'un esprit entrepreneurial à Réalise et d'une gestion financière simplifiée conforme aux lois et règlements. L'expérience de Réalise montre que quatre points clefs de contrôle spécifique sont suffisants:

- 1/ Politique salariale autonome, dans le respect des plafonds salariaux définis par les directives financières du SMPE.
- 2/ Autofinancement couvrant les frais ne pouvant être imputés à l'indemnité financière du SECO.
- 3/ Forfait horaire ou journalier fixe identique pour tous les mandants.
- 4/ Bénéfice d'exploitation réparti au prorata des financements entre les mandants et Réalise (voir l'arrêté du Conseil d'Etat du 28 janvier 2009 relatif à la politique de l'Etat en matière de thésaurisation des subventions).

Les avantages de ce système sont multiples:

- Conformité aux directives et aux différentes bases légales.
- Simplicité du contrôle pour l'entreprise sociale d'insertion et pour les mandants.
- Transparence accrue.
- Incitation à l'efficacité par la possibilité de conserver une partie du résultat.

L'Etat bénéficie d'un coût de prestations d'insertion réduit en cas de bénéfice. De son côté, l'entreprise sociale conserve l'autonomie de gestion indispensable à son évolution et au maintien de sa capacité d'innovation. Les bénéficiaires des mesures, eux, sont insérés dans des activités de production très proches des conditions de travail d'une entreprise classique.



Insérer grâce à un vrai travail.



Des conditions de travail proche de celle des autres entreprises.

Bilan au 31 décembre 2010

(avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2009)

	2010	2009
Actif		
Liquidités	981'859.04	787'883.87
Créances	299'829.70	233'071.85
Créances anciennes	10'138.15	11'027.45
Créances autres (av. s/salaires)	1'100.00	2'040.00
Provision s/créances douteuses	-37'426.20	-15'323.25
Stock matériel	1'188.50	3'606.00
a) Indemnités financières à recevoir	437'519.00	471'879.62
Impôt anticipé à récupérer	2'194.85	1'852.45
b) Compte de régularisation actif	11'910.75	101'251.75
Actifs circulants	1'708'313.79	1'597'289.74
c) Mobilier	29'454.84	21'431.69
c) Matériel - machines	179'340.40	128'472.70
c) Véhicules	125'279.59	83'532.40
c) Aménagements nouveaux locaux	595'838.29	622'726.15
c) Immeuble	1'956'364.21	2'003'540.00
Dépôts de garantie	4'000.00	4'000.00
Actifs immobilisés	2'890'277.33	2'863'702.94
Total de l'actif	4'598'591.12	4'460'992.68
Passif		
Dettes à court terme		
Dettes		54'064.66
Indemnités financières reçues d'avance	0.00	0.00
Indemnités à reverser	0.00	0.00
Compte de régularisation passif	312'548.60	341'885.39
Dettes relatives aux indemnités financières		
IF non dépensées à restituer		
à l'échéance du contrat	148'138.34	134'671.88
Part du résultat à imputer sur résultats antérieurs	0.00	0.00
Dettes à long terme		
Dettes hypothécaires	2'365'000.00	2'465'000.00
Crédit d'investissement	0.00	0.00
Fonds étrangers	2'978'451.77	2'995'621.93
Provisions		
Provision sur litige salarial	30'000.00	40'000.00
Fonds rénovation immeuble	451'400.00	451'400.00
Fonds affectés		
Fonds Wilsdorf pour install. locaux	34'2000.00	68'400.00
Fonds Goehner pour véhicule	21'135.40	38'000.00
Fonds Etat de GE frais d'installation	75'149.30	40'105.00
Fonds affectés-Recherches & Dévelop.	1'000.00	1'000.00
Fonds affectés-Ergonomie & Cond. travail	31'474.45	31'474.45
Provisions et fonds affectés	644'359.15	670'379.45
Solde reporté	794'991.30	655'666.84
Résultat exercice	180'788.90	139'324.46
Fonds propres	975'780.20	794'991.30
Total du Passif	4'598'591.12	4'460'992.68

Compte d'exploitation du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010

(avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2009)

	2010	2009
Indemnités financières brutes	2'611'227.48	2'377'199.95
Indem. financières à reverser à des tiers	0.00	0.00
./.Indem. financières versées à des tiers	0.00	0.00
Participation cant. aux emplois de solidarité	469'247.60	354'175.30
Subventions	3'080'475.08	2'731'375.25
Chiffre d'affaires soumis TVA	2'646'794.50	2'626'673.05
Chiffre d'affaires export	111'328.15	121'731.20
Notes de crédits et réductions de factures	-17'418.50	-73'061.20
Perte s/débiteurs et provision s/débiteurs	-25'864.35	4'129.75
TVA - TDFN	-118'045.05	-107'281.60
Produits d'exploitation	2'596'794.75	2'572'191.20
Total des produits	5'677'269.83	5'303'566.45
Charges salariales d'exploitation	3'974'887.95	3'868'403.97
Frais de formation et frais divers du personnel	175'567.19	132'195.40
Fournitures refacturées	284'800.48	242'755.10
Charges Projets	0.00	0.00
Maintenances et leasing machines	97'201.33	81'271.88
Frais de véhicules	89'853.14	74'460.88
Charges d'exploitation	-4'622'310.09	-4'399'087.23
Charges des locaux (sans amortissements)	300'583.02	243'235.85
Frais d'administration	91'682.31	59'610.52
Frais de déplacement	1'425.40	2'220.20
Assurances et frais administratifs	20'879.48	15'370.47
Honoraires de tiers	86'858.00	70'504.65
Frais de publicité et de représentation	78'922.95	38'672.57
Autres frais généraux	11'414.00	13'041.56
Impôts et taxes	3'150.00	3'150.00
Frais financiers	1'913.43	8'854.75
Frais généraux	-596'828.59	-454'660.57
Total des charges	-5'219'138.68	-4'853'747.80
Résultat avant amortissements et provisions	458'131.15	449'818.65

L a g e s t i o n

Compte d'exploitation (suite)

	2010	2009
Amort. s/mobilier	4'698.30	4'482.96
Amort. s/véhicules	32'768.82	10'419.70
Amort. s/matériel-machines	37'197.60	27'468.83
Amort. s/aménagements nouveaux locaux	37'201.40	74'636.05
Amort. s/immeuble	47'175.79	47'180.00
Amortissements	-159'041.91	-164'187.54
Provision s/salaire	0.00	0.00
Attribution fonds rénovation	0.00	60'000.00
Attribution fonds Recherches & Développement	0.00	1'000.00
Attribution fonds Ergonomie & Cond. de travail	0.00	31'474.45
Provisions	0.00	-92'474.45
Résultat avant dons et fonds affectés	299'089.24	193'156.66
Cotisations membres et autres	4'300.00	3'250.00
Dons privés	33'153.20	32'474.45
Dons affectés (annuel)	0.00	21'000.00
Dissolution fonds s/installation Wildsorf	34'2000.00	34'2000.00
Dissolution fonds s/véhicule Goehner	16'861.60	15'000.00
Dissolution subvention aux équipements	12'928.50	0.00
exercice précédent	3'388.20	0.00
Autres produits	11'995.04	2'675.47
Intérêts créanciers	3'888.45	2'463.00
Dons privés, fonds affectés et autres produits	120'714.99	111'062.92
Charges affectées (annuel)	1'039.00	4'790.21
Amort. s/installations fonds F. Wildsorf	34'200.00	34'200.00
Amort. s/véhicule fonds Goehner	16'861.59	16'864.65
Amort. s/frais d'installation	38'776.40	0.00
Charges affectées	-90'876.99	-55'854.86
Résultat exercice	328'927.24	248'364.72



Une quadruple certification.



80% des entretiens d'engagement débouchent sur un stage.



Tester compétences et rythme de travail.

Bilan institutionnel

Politique qualité

En 2010, avait lieu le renouvellement des certifications qualité de Réalise, un élément essentiel de sa gestion, auquel chaque collaborateur participe activement. Outre les normes Iso 9001, Eduqua et Ofas-AI, une nouvelle norme, AOMAS, était proposée à l'audit. Cette dernière a été créée spécialement pour garantir et développer la qualité dans le secteur des mesures d'intégration au marché du travail. Elle prend essentiellement en compte les attentes de groupes d'interlocuteurs comme les donneurs d'ordre (autorités), les prescripteurs (ORP) et les participants. L'audit, mené par la SGS, n'a constaté aucune déviation majeure ou mineure. Il a relevé la forte implication et l'engagement de Réalise dans la démarche qualité, ainsi que l'encadrement engagé et adéquat par rapport aux participants et aux objectifs.

Réalise se réjouit de ce quadruple audit qui vient valider la qualité de sa gestion et de ses prestations d'insertion.

Quelle place pour Réalise dans le dispositif d'insertion genevois?

Le travail d'insertion auprès d'un public polymorphe est d'une grande complexité et de plus en plus exigeant. Réalise continue toutefois à s'adresser à tous les adultes peu ou pas diplômé, aux besoins différents, comme elle le fait depuis de nombreuses années.

Ce positionnement dans le réseau d'insertion genevois méritait d'être précisé et expliqué à nos partenaires, afin d'améliorer notre collaboration.

Du fait de cette mission, aucune sélection n'est opérée à l'entrée des stagiaires. Nos seules exigences, destinées à garantir l'utilité du stage, sont une maîtrise minimum du français et une capacité de travail d'au moins 50%. Ainsi, seuls 20% des entretiens d'engagement n'aboutissent pas, pour des raisons diverses: annulation, problème de santé, indemnités financières insuffisantes.

Il faut rappeler ici les principales motivations au stage d'insertion à Réalise:

Objectifs de perfectionnement dans un métier

- Développer ou consolider des compétences techniques dans une profession représentée à Réalise.
- Changer d'orientation professionnelle pour des raisons médicales ou conjoncturelles.
- Entreprendre une démarche de qualification dans les domaines couverts par un processus de validation des acquis de l'expérience.

Objectifs de remobilisation

- Retrouver un rythme régulier de travail.
- Retrouver confiance en soi et pouvoir se projeter à nouveau dans un avenir professionnel.
- Tester ses compétences et sa capacité de travail après une période d'inactivité pour des raisons de santé.

Objectifs d'acquisitions de base

- Acquérir les codes du travail en entreprise.
- Pratiquer le français.



L'amorce d'un virage industriel.

Rapprochement des milieux industriels

En 2010, nous avons initié un important projet de développement d'activités dans le secteur industriel. Pour continuer à proposer aux stagiaires des activités proches du marché de l'emploi et permettant le développement de compétences recherchées par les entreprises, nous devons sans cesse améliorer nos prestations et faire évoluer nos domaines d'activité. Le secteur industriel s'avère particulièrement intéressant à cet égard, car il recèle des fonctions exigeant des compétences accessibles à un public peu qualifié.

Réalise a entamé son virage industriel par la réorganisation des méthodes et processus de travail du secteur de Revalorisation de matériel électronique pour l'inscrire dans une logique plus industrielle. Les stagiaires ont dorénavant l'opportunité d'acquérir une expérience en suivi de procédure de production, en contrôle qualité, en assemblage ou encore en préparation de commandes, et d'adopter un rythme de travail conforme aux attentes de production d'une entreprise industrielle.

En 2011, Réalise aborde la seconde étape de son projet: le développement d'activités de sous-traitance industrielle, afin d'exercer la dextérité, l'utilisation d'outils et d'instruments de mesures, pour répondre aux besoins des employeurs de l'industrie genevoise. Nous nous orientons vers des domaines économiquement porteurs: horlogerie, medtech et cleantech, électronique, mécanique et micromécanique. Des structures spécialisées comme l'Union Industrielle Genevoise et l'Office de la Promotion des Industries approuvent et soutiennent notre démarche, notamment dans la mise en relation avec des mandants potentiels.

Nous comptons également rencontrer peu à peu les organisations patronales des secteurs dans lesquels nous sommes actifs. Notre objectif est de mieux faire connaître l'insertion par l'économique et de développer les liens nécessaires au placement, à la formation et à la recherche de mandats de production. Nous opérons cette démarche en collaboration avec Pro, entreprise sociale privée et la Fondation Trajets, sous le label commun ESIE (Entreprises sociales d'insertion par l'économique). Cette dénomination regroupe en Europe des milliers d'organisations, et devrait fédérer un groupe de travail spécifique au sein du Conseil romand de l'insertion par l'économique, cofondé et présidé par Christophe Dunand.

Perspectives

La reprise économique, aussi positive soit-elle, aura peu d'effet sur le chômage structurel qui affecte notre pays et particulièrement le canton de Genève. Le décalage entre les profils de compétences des demandeurs d'emploi et les exigences des employeurs ne se comblera pas sans la mise en œuvre d'importantes mesures de formation. La mobilisation des employeurs pour l'intégration de demandeurs d'emploi, notamment les jeunes, et les efforts importants d'amélioration du dispositif d'insertion ne suffiront pas pour diminuer significativement le taux de chômage structurel de 5 à 6 %.

La réforme de la Loi sur l'assurance chômage (LACI), adoptée en 2010 et qui prend effet à la rédaction de ces lignes, montre que les dirigeants politiques poursuivent en majorité une approche comptable du chômage, avec un pré-supposé de taille: c'est l'abondance de l'offre de prestations qui contribue au chômage, et non le contraire. Nos collègues québécois ont compris depuis longtemps qu'une politique de lutte contre le chômage dans une économie



Réalise et Pro invités sur le stand de l'OPI à la Place des Affaires 2010.



La qualification: un enjeu majeur de l'insertion.



Créer des opportunités accessible à chacun.

libérale globalisée ne peut avoir que deux objectifs: la qualification et la prévention de la pauvreté. Il reste encore beaucoup à faire pour améliorer le dispositif public et privé d'insertion et Réalise continue de s'engager pour adapter ses prestations aux besoins évolutifs et complexes des stagiaires en insertion. Mais les priorités et les moyens doivent encore se renforcer en direction de trois axes prioritaires:

En premier lieu, il s'agit de qualifier ceux qui ne le sont pas, notamment les jeunes. L'accès à des formations débouchant sur des diplômes reconnus (AFP et CFC notamment) avec des temps de formation suffisants sont des enjeux de taille. En second lieu, il faut développer la validation des acquis de l'expérience, pour valoriser les compétences acquises par les demandeurs d'emploi expérimentés mais non diplômés.

Enfin, il est nécessaire de créer des emplois accessibles à ceux dont la capacité à se qualifier et les ressources resteront limitées. Comme l'a brillamment montré le prix Nobel d'économie Amartya Sen, la responsabilité collective est d'offrir des opportunités accessibles à chaque citoyen, et ensuite seulement attendre d'eux qu'ils s'en saisissent. Trop souvent, les discours reportent la responsabilité du chômage sur les victimes d'une évolution économique subie. Notre engagement dans la formation technique et la formation de base depuis une dizaine d'années, notre coopération active au projet Interreg 4 piloté par l'OFPC, le service Partenariat Entreprise qui contribue au recrutement de nos stagiaires, sont des témoignages de notre engagement face à ces trois axes prioritaires.

Toutefois, une mobilisation massive des organisations patronales, des syndicats et des services publics est indispensable pour fédérer les ressources nécessaires et rattraper le retard accumulé. Sans cette politique volontariste, le problème social du chômage continuera à apporter de l'eau au moulin des partisans d'une remise en question des accords bilatéraux sur l'emploi, particulièrement actifs à Genève.

En 2011 la révision de la Loi sur l'aide sociale individuelle (LASI) sera un enjeu majeur. Auditionnée par la commission des affaires sociales, Réalise a pris position: nous saluons la volonté d'inscrire dans la nouvelle loi des objectifs et des moyens pour l'insertion et la formation des bénéficiaires de l'aide sociale. Mais nous regrettons l'élaboration de ce qui ressemble plus à un règlement d'application décrivant des moyens, et non à une politique publique aux objectifs clairs. Faute de souplesse, le dispositif d'insertion public et privé ne pourra être à la fois efficace et évolutif.

A la rédaction de ces lignes, le projet de loi a été voté et un référendum lancé. Sur le terrain, nous sommes nombreux à craindre la lenteur de ce processus politique qui, couplé à l'introduction des réformes de la LACI, écartera des mesures d'insertion un grand nombre de personnes en 2011, voire plus longtemps si la loi est refusée. Associer une problématique qui divise autant la classe politique à une question fédératrice comme l'introduction de mesures d'insertion au sein de l'aide sociale, comporte des risques, pour les demandeurs d'emploi comme pour les programmes d'insertion, qui pourraient voir leurs effectifs, et donc leur financement, diminuer.

En conclusion, entre les cycles économiques de crise et de reprise, les réformes des bases légales et leurs effets institutionnels, et les projets de développement de Réalise dans l'industrie, nous ne craignons pas l'apathie!

éclairage

La politique salariale de Réalise

Nous avons décidé de publier la grille des salaires de Réalise dans le présent rapport d'activité, puis sur notre site Internet. Nous avons en effet maintes fois constaté à quel point la réalité était différente des représentations que s'en font de nombreuses personnes.

Dans notre pays, la discrétion autour des salaires génère de nombreux fantasmes et représentations erronées. Réalise, comme bien d'autres organisations de l'Economie Sociale et Solidaire, a une politique de rémunération plutôt modeste en regard des pratiques de l'Etat, et très inférieure à celle des PME de taille équivalente en ce qui concerne les cadres et dirigeants. Nombreux sont ceux qui croient que les organisations sans but lucratif percevant des financements publics, proposent des salaires calqués sur les échelles de traitement publiques.

En parallèle, des entreprises commerciales sont désormais actives dans des domaines d'activité comme l'insertion et la formation, traditionnellement occupés uniquement par des structures associatives, et y ont importé leur propre politique de rémunération. Le niveau modeste des salaires à Réalise indique à quel point notre engagement dans l'insertion est motivé avant tout par la recherche de valeurs, et non par une incitation financière, comme dans d'autres types d'emploi. La mission de Réalise est notre première source de motivation professionnelle et ce, alors même que le domaine complexe de l'insertion exige des compétences de plus en plus importantes.

Dans cette perspective, l'argent public versé à Réalise est utilisé de manière éthique. Nous tenions à faire toute la transparence sur nos pratiques salariales, afin de mieux faire savoir comment nous utilisons ces ressources. Plus largement, nous appelons de nos vœux une démarche similaire de toutes les organisations fournissant des prestations à la collectivité.

éclairage éclairage éclairage éclairage

Grille salariale Principales fonctions

Personnel administratif

Assistant-e administratif-ive
Comptable
Assistant-e de direction
Chargé-e de projet

Minimum	77'386
Maximum	84'197

Encadrement, accompagnement et formation des personnes en stage d'insertion

Encadrant-e
Formateur-trice
Conseiller-ère en placement
Conseiller-ère en insertion

Minimum	79'019
Maximum	91'671

Direction Générale

Chargé-e de la communication
Coordinateur-trice des stages d'insertion
Coordinateur-trice de production
Responsable des ressources humaines
Responsable de la production
Directeur-trice des prestations d'insertion
Directeur-trice finances et gestion
Directeur-trice général-e

Minimum	91'671
Maximum	142'168

Remerciements

Remerciements

Nous remercions toutes les entreprises, institutions ou particuliers qui ont soutenu financièrement Réalise en 2010:

Commune d'Avully
Commune d'Avusy
Commune de Bellevue
Commune de Bernex
Commune de Céligny
Commune de Collonge-Bellerive
Commune de Cologny
Commune de Corsier
Commune de Choulex
Commune de Dardagny
Commune de Jussy
Commune de Laconnex
Commune de Lancy
Commune de Meinier
Commune de Meyrin
Commune d'Onex
Commune de Perly-Certoux
Commune de Plan-les-Ouates
Commune de Puplinge
Commune de Satigny
Commune de Soral
Commune de Vandoeuvres
Genève Tourisme et Bureau des Congrès
Ville de Carouge
Von Rohr & Associates

Monsieur et Madame Paul et Aline Donzé
Monsieur Jaques Vernet

Nous adressons également nos remerciements à toutes les communes, institutions et entreprises nous ayant fait don de matériel informatique à valoriser ou recycler.

Impressum

Rédaction:

Natacha Brüttsch, Jérôme Despont, Christophe Dunand,
Laurence Monnard, Sandra Papi, Wouter Van der Lelij

Photos:

Roberta Cariati

Graphisme et impression:

Trajets Concept, Trajets imprimerie